

Tu viens ou tu vas t'inscrire en fac, comme toi nous avons fait ce choix il y a quelque temps et nous savons qu'une première inscription n'est pas toujours facile : trouver un logement, payer les droits, la mutuelle, la sécu, s'y retrouver dans le labyrinthe administratif, les papiers... Venir à la fac c'est souvent changer de vie, c'est des efforts financiers importants et aussi l'espoir d'études enrichissantes et utiles, enfin une période de la vie importante que l'on souhaite riche en événements.

Pour cette rentrée et pour l'avenir, l'Unef et les Élus Solidarité Etudiante seront là pour t'accueillir, t'aider et te défendre.

Comme un million de jeunes, tu vas être étudiant : ce n'est ni une tare, ni un privilège... Car quoi que certains en dise et quoi qu'il en soit, l'Université est le lieu de formation initiale de très nombreux cadres d'aujourd'hui. Le niveau scientifique et culturel de l'Université n'a rien à envier aux écoles (grandes et petites !) et instituts ultra-spécialisés ouverts sur un univers professionnel étroit et clos. L'Université est encore un lieu ouvert de diffusion et d'échange des savoirs scientifique, technique et culturel relativement démocratique. Ce n'est pas un privilège, car, malgré les tentatives répétées des gouvernants successifs et des mandarins, l'Université n'est pas encore réservée à l'élite, à la jeunesse dorée. L'Unef et ses élus Solidarité Etudiante se sont battus pour cela. Les étudiants et lycéens ont su se rassembler, s'unir et gagner le retrait de la loi Devaquet. Ces luttes ont permis que cette année ne soit pas une année de hausses comme l'an dernier, seules les mutuelles ont osé augmenter leurs cotisations.

Mais aujourd'hui ceux qui voulaient faire de l'Université un espace clos, subissant (jusque dans le contenu des études) les contraintes économiques, un univers impitoyable pour les moins fortunés, ceux là ne désarment pas : Ainsi les réductions budgétaires continues, la répartition des crédits entre les filières est toujours aussi inégalitaire... A l'Unef non plus nous ne désarmons pas, car, si ensemble nous avons pu gagner sur la loi, nous pouvons gagner sur le reste, c'est-à-dire des mesures transformatrices pour réduire les inégalités, améliorer nos conditions de vie et d'études, donner à tous une formation utile et qualifiante...

Lorsque nous disons : « Réengagement financier de l'Etat dans l'enseignement supérieur » nous tenons là le début de la seule solution à cette fameuse crise de l'Université qui, à la fois, soit juste, conforme à nos intérêts et à ceux du pays en son entier.

Pour réussir ses études il faudra faire preuve de ténacité, en ce sens, cette année s'annonce difficile, pleine d'embûches, mais elle s'annonce aussi pleine d'espoir car nous savons pouvoir lutter efficacement, avec de nouveaux arguments : la réflexion amenée par le mouvement étudiant, les Etats Généraux de l'enseignement supérieur de mars 87,...

Nous sommes un syndicat, et en cette année de 80<sup>e</sup> anniversaire de l'Unef, certains crachent sur ce mot. Nous ne sommes ni des aliénés, ni des « politiques » : nous sommes fiers de représenter la seule organisation durable et majoritaire des étudiants à Nancy, nous sommes fiers de pouvoir, grâce à notre syndicat, à la solidarité qu'il développe, mener une réflexion indépendante, briser les idées reçues, refuser la résignation et agir chaque jour pour notre formation et notre avenir, nous sommes fiers d'avoir organisé la première manifestation contre Devaquet à Nancy le 6 novembre, d'avoir soutenu le mouvement étudiant et lycéen de tout notre poids, en toute clarté et sans nous cacher. **MAIS, SACHE QUE CETTE « FIERTÉ » NOUS SOMMES PRÈS A LA PARTAGER.**

Le syndicalisme c'est la lutte et l'union des étudiants dans leur vie quotidienne pour la justice, la réussite, pour la solidarité et l'entraide. Nous sommes porteur de cet idéal, l'histoire de l'Unef en témoigne. Tu en sauras plus dès novembre quand nous tiendrons notre 72<sup>e</sup> congrès.

Sans attendre, fais connaissance avec nous, avec l'Unef et ses élus Solidarité Etudiante. Ce guide t'y invite, nous l'avons fait pour que tu y prennes goût, pour que tu t'y retrouves à la fac, **POUR QUE LA LUTTE CONTINUE, EN ESPÉRANT QUE TU NOUS REJOINDRAS.**

Patricia DAGUERRE  
Responsable de l'Unef à Nancy  
Membre du Bureau National, Etudiante en histoire

**NI DEVAQUET... NI STATU QUO... pages 5 à 17**  
**Analyse et historique du mouvement étudiant**  
**Les états généraux - perspectives de l'Unef**

# SOMMAIRE

## AVIS AUX LECTEURS

Ce guide a été réalisé entièrement par les adhérents de l'UNEF (articles, démarche publicitaire,...) à titre bénévole. Il est conçu comme un outil syndical autant que d'information et d'entraide. Il est avant tout le fruit de l'action et de l'expérience syndicale collective de nombreux étudiants depuis très longtemps puisque ce guide est la 111<sup>e</sup> édition de « NANCY-ÉTUDIANT ».

Ce guide n'est pas comme les autres : il n'est soutenu ni par les puissances d'argent, ni par les politiciens. Il est la propriété collective du syndicat et des étudiants qu'il rassemble. Aussi, nous comptons sur chacun pour le populariser et le soutenir par tous moyens y compris financier.

Nous souhaitons que la lecture de ce guide te sera agréable et utile.

**Les adhérents de l'UNEF  
qui ont réalisé ce guide**

	Pages
LA BIBLIOTHÈQUE UNIVERSITAIRE - LE SPORT	18
OBTENIR UNE BOURSE	
Calculez vous-même si vous avez droit à une bourse	19
LE CROUS	
Les cités - les RU	
Compte rendu d'une réunion du conseil du CROUS	20-21-24
PLAN ET ADRESSES UTILES	22 et 23
TÉMOIGNAGE : LA VIE A LA FAC	25
ORIENTATION	28
L'ARMÉE	
Ce qu'il faut savoir	28
SANTÉ - CONTRACEPTION	29
LES ÉTUDES A NANCY	31
BOSSER POUR PAYER SES ÉTUDES :	
LES ÉTUDIANTS SALARIÉS	32-33
LA LIBÉRATION DE PIERRE-ANDRÉ ALBERTINI	35

**FAIRE DU NEUF A L'UNIVERSITÉ pages 36 à 39**  
**Analyse et proposition concrète de l'Unef**  
**sur la crise de l'enseignement supérieur.**  
**Le pôle de gestion à Nancy II.**

	Pages
HISTORIQUE DE L'UNEF	40
LES ÉLUS DE L'UNEF	41
LES STRUCTURES	
DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR	43



## NI DEVAQUET ! NI STATU QUO !

Dès janvier 87, l'Unef lançait une grande offensive sur le thème : ni Devaquet - ni statu quo. Le projet retiré, comment pouvoir se contenter de la situation sur les facts : le désengagement financier s'est accru : baisse de 7 % du budget de fonctionnement pour 87, suppression totale de l'aide financière de l'état à la sécurité sociale étudiante, maintien des cursus en l'état avec même des suppressions de diplômes, baisse du volume des bourses, dégradation dans les CROUS en raison de la baisse des subventions de l'état... Rien n'est fait pour moderniser nos formations, les rendre utiles et passionnantes. (Par exemple : dans les secteurs de la santé, de la gestion, de l'urbanisme, les besoins sont énormes, notamment dans le tiers monde, or les seuls efforts qui sont faits dans ces domaines sont la création de filières élitistes dont le débouché unique sont les quelques entreprises qui peuvent se payer des spécialistes. C'est ce qui s'appelle ne pas répondre aux besoins du pays). La « crise du supérieur » continue la menace de la loi Devaquet - qui en s'y adaptant risquait d'antérioriser bien des situations de fait et d'aggraver la crise - est écartée mais réapparaît sous d'autres formes.

Le statu quo pratiqué par le gouvernement, les mandarins et certains présidents d'université montre que le rapport de force de décembre dure encore, mais, ne nous laissons pas endormir par leurs discours s'ils ne font rien de neuf, c'est d'abord parce qu'ils ne veulent pas des solutions que nous leur proposons. Des solutions, il y en a : Les Etats Généraux ont fait des centaines de propositions débattues et approuvées par des milliers d'étudiants. L'Unef depuis des années travaille à des propositions tant nationales que locales.

Il ne faut pas s'attendre à une nouvelle épreuve de force, les « Devaquistes » agissent discrètement, par petites touches. Ils veulent neutraliser notre capacité à proposer et à agir, ils ne commettront pas l'erreur d'un nouveau projet global avant quelques temps. Il faut refuser de se laisser entraîner dans cette logique : la seule voie efficace pour faire valoir nos exigences, c'est le rassemblement conscient et actif à tous les niveaux où se prennent des décisions. L'Unef et ses 41 élus Solidarité Etudiante qu'elle compte sur Nancy sont là pour cela.

Un mouvement HISTORIQUE, voilà ce que, lycéens et étudiants, nous avons fait. A Nancy, l'Unef et ses élus a joué un grand rôle, d'abord l'information, puis la lutte, la mobilisation. C'est la seule organisation à ne s'être pas cachée. Dans d'autres syndicats les militants avaient décidé de se présenter comme non syndiqués dans les AG, nous, nous, avons annoncé la couleur, ainsi notre rôle

#### AVRIL-MAI 1986

- Chirac à l'Assemblée Nationale le 9 avril : « le gouvernement entend reconnaître aux universités une autonomie qui leur permettra de fixer elles-mêmes leurs conditions d'entrée à l'université et les modalités de délivrance des diplômes ».
- Quelques temps plus tard des universitaires du syndicat autonome et l'UNI regroupés au sein du GERUF font un projet de loi repris par des députés dont MM. Messmer, Barre, Giscard sous le nom de loi Foyer (la loi n° 75), texte rédigé entre autre par un ministre M<sup>me</sup> Marie Aliot et le futur directeur des enseignements supérieurs. Voici un extrait des textes préparatoires (texte collectif du GERUF) : « La gratuité ouvre la porte des universités à une foule d'individus venus chercher là tout autre chose que le savoir. Elle en fait le réceptacle des marginaux et des médiocres qui, non seulement encombrant les locaux quand ils ne les saccagent pas, mais qui, par leur présence perturbatrice, cause une gêne certaine aux étudiants sérieux... Il faut donc avoir le courage d'affirmer que les études supérieures doivent être payantes... De nombreux auteurs ont avancé comme montant des droits d'inscriptions, des chiffres de l'ordre de 5 000 F en moyenne ».
- A cette époque dans les universités : de Nice, d'Aix, de Poitiers les droits étaient libérés en vertu d'un décret de Chevènement jamais promulgué. Les droits auraient été fixés à 2 000 F. Si sur proposition de l'UNEF la grève n'avait pas été lancée dès cette époque. Les droits seront limités à 450 F. A Paris, l'UNEF organise une manifestation de 2 000 lycéens refusés à l'inscription. Ils obtiendront gain de cause.

#### SEPTEMBRE 1986 : NANCY

- Rentrée, l'UNEF sur les chaînes d'inscriptions informe les étudiants de la loi Devaquet (voir guide de l'an dernier).

#### OCTOBRE 1986 : NANCY

- L'UNEF diffuse les premiers tracts sur Devaquet, intervient en amphis. Nous commençons à distribuer des exemplaires du projet de loi.

#### FIN OCTOBRE, DÉBUT NOVEMBRE : NANCY

- L'UNEF décide d'engager une action d'ampleur : une Assemblée Générale est convoquée à Nancy II, le 4 novembre. 200 étudiants y participent, la motion adoptée demande le retrait total du projet Devaquet et décide une mobilisation de tous les étudiants pour une manifestation le 6 novembre. A cette AG, il est décidé que l'UNEF informera les lycéens.
- 6 novembre : manifestation à l'appel de l'UNEF : 1 000 participants : demi journée de grève à la fac de Lettres en raison des « débrayages » pour venir à la manifestation. En Droit, un peu plus de réticences ; passage, au lycée Poincaré, devant la mairie, pour finir au rectorat. Le recteur déclare à la délégation composée de militant(e)s UNEF et de non syndiqués : « vous n'êtes pas assez nombreux, votre mouvement est voué à l'échec, vous ne représentez rien, la loi Devaquet sera appliquée ». Nous lui répondons que notre mouvement vient juste de commencer, et que nous reviendrons... plus nombreux.
- Courant novembre : l'UNEF informe les lycéens, les étudiants des autres facs... la distribution du projet continue.
- 24 novembre : l'UNEF appelle à des AG en Droit et en Lettres pour décider de la grève. En lettres,

Pour la grève  
contre la Loi DEVAQUET

ASSEMBLÉE  
GÉNÉRALE DE  
TOUS LES  
ÉTUDIANTS.

MARDI 25 Nov.  
12 H 30  
GRAND  
AMPHI.

unef  
FRANCE

NI amendements  
NI report

RETRAIT  
DU PROJET  
DEVAQUET

Union Nationale des Etudiants de France

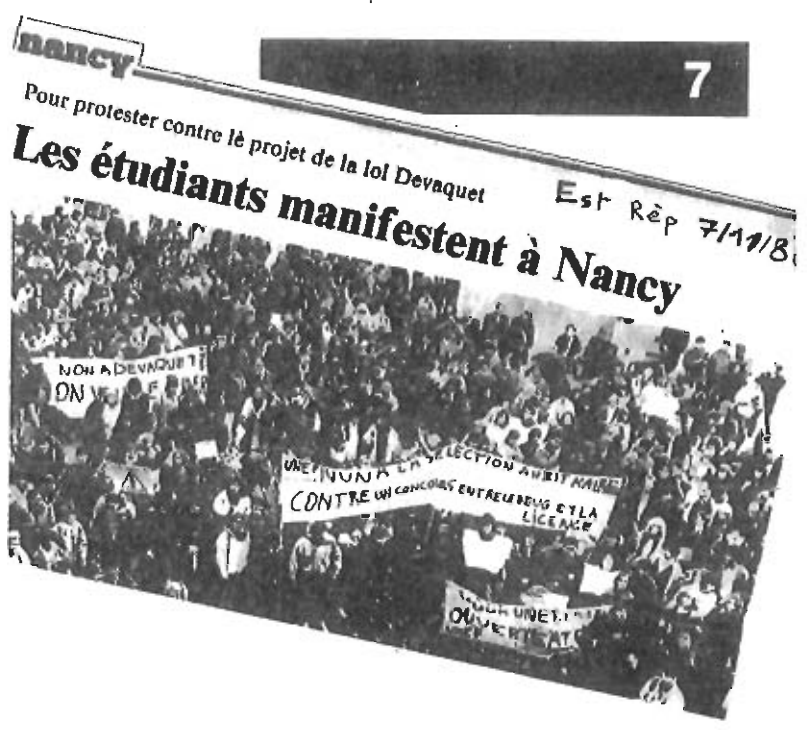
N° 452  
SÉNAT  
TROISIÈME SESSION EXTRAORDINAIRE DE 1985-1986  
Année du renouvellement de la session de 11 juillet 1986.

PROJET DE LOI  
sur l'enseignement supérieur.

PRÉSENTÉ  
au nom de M. Jacques CHIRAC,  
Premier ministre,  
par M. René MONORY,  
ministre de l'Éducation nationale,  
et par M. Alain DEVAQUET,  
secrétaire délégué auprès du ministre de l'Éducation nationale,  
chargé de la recherche et de l'enseignement supérieur.



... fut reconnu et l'indépendance du mouvement sauve. L'Unef a mis à disposition de tous, locaux, moyens de tirage, expérience militante, contacts divers... Ceci en toute clarté avec respect mutuel. Voilà une véritable éthique syndicale, résolument moderne, fondée sur la clarté, l'honnêteté devant les étudiants, et le respect des volontés majoritaires exprimés en AG.



500 participants décident la grève à 12 heures ; à 18 heures plus de 1 000 participants adopter la motion du 4 novembre et constituent un comité de grève de 10 membres dont 3 UNEF.

- 25 novembre, en Droit : 1 000 personnes dans le grand amphithéâtre. Une cinquantaine de militants du CELF, du CODE et de l'UNI viennent avec leur propre son, ils accusent l'UNEF de manipulation, la sagesse des militants UNEF, leur sang froid, permettent d'éviter les affrontements en ne répondant pas à la provocation. Le président de Nancy II, et le doyen de la fac (qui avait refusé à l'UNEF le prêt du grand amphithéâtre) entrent dans la salle acclamés par le CELF, le CODE et l'UNI. L'AG aura droit à une intervention du président. En effet, il est un des rares présidents d'universités à soutenir le projet ; il est venu nous expliquer les « bienfaits » du projet et appelle à ne pas faire grève. Les agités du CELF du CODE et de l'UNI applaudiront aux cris de : « avec le président ! vive le président ! ». Inutile de dire l'accueil qu'il reçoit. Par ailleurs il en profite pour accuser les militants de l'UNEF présents à la tribune, de désinformation. Dans l'après-midi, le président flanqué du doyen, fera le tour des amphithéâtres pour dire aux étudiants de ne pas faire grève, faisant planer la menace des examens pendant que le comité essayait de convaincre les étudiants.

Cependant les étudiants décident par vote placé sous l'autorité de non syndiqués (à la demande de l'UNEF) de se mettre en grève et de constituer un comité rattaché à celui de Lettres comprenant des militants UNEF.

L'UNEF prend la décision de se rallier aux comités, et de laisser l'initiative et la direction du mouvement aux comités. Les représentants UNEF aux comités portent les badges de leur syndicat, les locaux de l'UNEF seront le « poste de commandement » de la grève où se rencontrent non syndiqués et syndiqués des comités, où l'on tire tracts et affiches revues de presse, projets.

- 25-26 novembre : les facs bouillonnent d'activités ; AG 2 à 3 fois par jour, comités par UFR, comité média, SO...

Les groupuscules CELF, CODE, UNI se sont volatilisés. Les facs sont ouvertes, il n'y a pas de piquets de grève, pourtant les amphithéâtres sont vides. De nombreux enseignants soutiennent les étudiants, des contacts nouveaux et parfois inattendus se créent.

Tout le monde prépare la manifestation du 27, banderoles, slogans, pour se faire, les locaux sont occupés. Le comité est mandaté pour mener à bien les opérations.

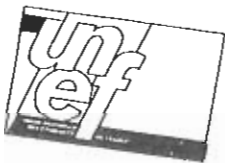
De multiples soutiens nous parviennent : CGT, SNES, SNESUP, SGEN-CFDT, FCPE, et aussi anonymes ; des parents, d'anciens profs, des syndicalistes... les lycéens font manif sur manif dans les rues et investissent les facs...

- 27 novembre : la journée que l'on n'oubliera jamais : 15 000 jeunes dans les rues de Nancy, 3 000 à Epinal, 1 000 à Saint-Dié, 7 000 à Metz, Toul, Lunéville, Pont-à-Mousson, Bar-le-Duc, Verdun, Remiremont, Bruyères, Gérardmer, Longwy, Jarny, Briey...

Plus fort qu'en 1968, tous les « observateurs » n'en reviennent pas. Près de 30 000 en Lorraine, par centaines de milliers à Paris et dans toute la France.

**vie sociale**  
Après la manifestation du 6 novembre  
**L'UNEF**  
**compte**  
**poursuivre**  
**son action**  
Après la manifestation des étudiants contre la loi Devaquet, le syndicat de l'UNEF ne veut pas en rester là. Il a obtenu, dans la semaine à venir, une entrevue avec le recteur pour s'entretenir de la situation présente et future dans les universités de Nancy. Les refus d'inscription à Nancy I, le désengagement financier de l'Etat du régime étudiant de la Sécurité sociale, les règlements des examens à Nancy II et les modalités de sélection dans certaines sections seront les principaux points de la discussion. ER B/11/86





**TOUS UNIS**  
Pour le  
retrait du Projet



Organisée de A à Z par le comité, la manif de Nancy impressionne, sans aucun incident, le SO (composé de nombreuses filles), impressionne les RG par son calme et son sens des responsabilités.

Le recteur reçoit une délégation de 10 membres de Nancy I et II dont 2 UNEF. Cette fois-ci, il est tout sourire et attentionné, salue chacun... Le délégué de l'UNEF (Nancy II) commence la rencontre ainsi « M. le recteur, estimez-vous que nous sommes assez nombreux cette fois-ci pour discuter et être respectés ou faut-il revenir plus nombreux encore ? !! » réponse évasive mais néanmoins négative. Quel retournement de situation, quelle victoire et quelle fête, devant la mine abasourdie du recteur.

- 28 novembre : le gouvernement ne lâche pas, il reporte le texte sans l'abandonner.

Les étudiants maintiennent la grève avec une revendication unique : « retrait pur et simple du projet Devaquet ». L'UNEF, pour y aider, édite un autocollant car certains pensent à négocier...

- 1<sup>er</sup> décembre : le président de l'UNEF-ID, Darrulat (surnommé draculat), rencontre secrètement Monory (Monory lui fera avouer publiquement en avril cette rencontre qu'il veut cacher, ainsi Devaquet révélera de nombreux contacts secrets avec l'UNEF-ID). Il veut négocier, le gouvernement retire 2-3 articles et tout rentre dans l'ordre. L'UNEF-ID a peur, au début soutenant le mouvement, y compris l'engageant dans certaines universités, nous le reconnaissons volontiers, mais dès le 27, l'UNEF-ID a peur d'être débordée par un tel mouvement de masse, l'UNEF-ID veut diriger seule. Assurément le mouvement de masse indépendant ne plait pas à l'UNEF-ID.

Le 2 décembre, Isabelle Thomas ira rencontrer discrètement J. Toubon pour mettre au point quelques amendements qu'ils pourront l'un et l'autre sortir de leur chapeau au moment opportun et en tirer tout bénéfice politique : c'est ce que l'on appelle une tentative de récupération.

Réponse de la Coordination Nationale et des étudiants : « négociations = trahisons », et manifestation nationale le 4 décembre.

L'UNEF-ID ne réussira pas à négocier dans le dos des étudiants, qui resteront vigilants dans les AG où il faudra parfois répondre à tel ou tel de l'UNEF-ID qui avance l'idée d'une négociation.

- 1-2-3 décembre : la manif s'organise ; la direction de la SNCF de Nancy nous refuse des tarifs spéciaux pour aller à Paris...

On partira en bus à plus de 1 000, alors que plus de 2 000 étudiants se rassembleront place Stanislas. Plus de 70 000 F seront collectés dans les rues... Les enseignants de Nancy II verseront 10 000 F, la course à la collecte prend toutes les formes, chacun doit pouvoir se rendre à Paris ; c'est une expérience fantastique de solidarité et d'entraide, expérience aussi d'auto-organisation collective, de lutte et de militantisme.

A l'UNEF nous sommes heureux « comme des poissons dans l'eau », depuis le temps que l'on attendait ça... et voilà, cela fini par arriver. Nous promulguons aide et conseils aux plus inexpérimentés. Des liens, des amitiés... et même plus se sont créés ainsi dans la lutte quotidienne. C'est cela la fraternité, quelle belle leçon de syndicalisme.

De vieux syndicalistes, des retraités qui ont passé leur vie à lutter nous témoignent non sans émotion leur sympathie et aussi leurs félicitations. Lors de ces journées, il est décidé, à Nancy, la mise en place de comités de réflexion, structure ouverte par filière, y compris aux enseignants, pour faire l'inventaire des problèmes de l'université, et des revendications étudiantes ; ce sont des lieux de débats.

De plus en plus d'étudiants, et ceux de l'UNEF notamment, aspirent à ce que le mouvement permette de satisfaire des revendications plus anciennes : par exemple les dérogations non encore

satisfaites. L'UNEF fera circuler une pétition exigeant que le président satisfasse un certain nombre de demandes; grâce au mouvement cela sera satisfait.

Par ailleurs, les comités décortiquent le projet de loi, en expliquent les mécanismes profonds, montrant qu'au-delà du texte lui-même il faut combattre la « logique Devaquet » et en cela les comités de réflexions sont des commissions « contre projet ».

Dès cette époque, certains parlent des Etats Généraux dans le cadre de la Coordination Nationale, pour amorcer un « contre projet » qui soit celui des étudiants. Cette orientation sera discutée et approuvée en AG.

- 4 décembre : un million dans les rues de Paris, Monory déclare que ce n'est pas suffisant, il nous envoie ses policiers. L'esplanade des Invalides sera bientôt noyée de gaz lacrymogènes. Le défilé de Nancy est déjà reparti; quelques délégués restés sur place assisteront de très près aux violences policières dont furent victimes de nombreux étudiants.

Pourtant quelle fête cette manifestation, historique ! Des journées qui ne s'oublient pas : au coude à coude pendant des heures, pour une cause commune, les chansons, les slogans, et aussi quelques faits anodins en apparence mais qui marquent, comme cette femme qui, de son balcon, rue du Faubourg Saint-Antoine, nous envoie des fleurs quand le cortège nancéen passe sous ses fenêtres, elle a du faire des provisions, le cortège marque un temps d'arrêt, applaudit et s'émeut pour ce geste anonyme de solidarité. Il est vrai que cela vaut bien des déclarations de politiciens.

- 5 décembre : les étudiants sont échaudés, nul ne croyait que le gouvernement oserait maintenir un tel refus obstiné devant une génération inquiète de son avenir... Et c'est alors le bain de sang, l'usage délibéré et organisé de la violence. Le pouvoir fait le choix de la violence : il tente d'opposer grévistes et non-grévistes, tente de susciter des affrontements par des provocations grossières. Tout l'attirail des provocations et répressions est utilisé : raid du GUD dans les facs parisiennes, casseurs et autres autonomes dans les manifs. Monory accueille le 4 décembre, pendant notre manifestation, une délégation de non grévistes.

Enfin, le 5, il fait quadriller le quartier Latin par ses pelotons voltigeurs motorisés, tout le monde est tabassé : passants, étudiants... sauf les casseurs. Malik Oussekine est assassiné.

Le gouvernement avait décidé de « mater » par la force l'action résolue, massive et unitaire de la jeunesse. Il a été jusqu'à tuer; nous ne l'oublieront jamais, désormais une mare de sang sépare ce gouvernement de la jeunesse, le pays est en état de choc, l'émotion et la colère intenses.

- 6 décembre : la Coordination Nationale (Nancy I et II sont représentés) est capitale : il faut faire face aux attaques internes qui s'appuient sur les violences pour justifier la négociation. De plus I. Thomas et Darrilat présentés comme les dirigeants du mouvement par les médias se prennent pour des stars. Un bureau est désigné comme porte-parole unique, Thomas n'y sera pas élue; elle a cru bon de poser dans Paris Match (contre rémunération), verre de champagne à la main, accoudée à son piano : « et pourquoi pas dans Play Boy » lui lance des délégués scandalisés, nous n'avons nul besoin de star, désormais les porte-parole seront des étudiants mandatés par la Coordination et les AG.

La Coordination condamne les violences et les casseurs, décide de faire du 8 décembre une journée de deuil lance un appel à la population et aux organisations démocratiques et syndicales, leur demandant de protester contre les violences policières par une grève le 8 décembre et par une grève générale le 10, jour de la prochaine manif de toute la population. Cette fois-ci, manif sur deux thèmes, retrait



Hommage à MALIK  
A LA NON  
VIOLENCE

## COMPAGNIE VOSGIENNE DE LA CHAUSSURE

DORVILLE, le 8 Décembre 1986

DIRECTION GENERALE

EF/SP

## NOTE A L'ENSEMBLE DU PERSONNEL

Nous vous rappelons que le fait de participer à une grève politique est consécutif d'une faute lourde pouvant entraîner des sanctions allant jusqu'au licenciement.

E. FIALAIRE  
Directeur Général



DIRECTION GENERALE : 18 ROUTE DE BLAINVILLE - B.P. 19 - 54100 DOMMANGE  
TEL. 03.83.22.11 - 03.83.22.12 - 03.83.22.13 - 03.83.22.14  
S.A. AU CAPITAL DE 100000 F. - 18000 PARIS 8 DECEMBRE 1986  
SIREN 500041 - 18 RUE DE FLANDRE - 75009 PARIS (CEDEX 19)

Entreprise Générale des Travaux d'Installation et de Service, S.A. 18000 PARIS 8 DECEMBRE 1986  
SIREN 500041 - 18 RUE DE FLANDRE - 75009 PARIS (CEDEX 19)

## COMPAGNIE VOSGIENNE DE LA CHAUSSURE

DORVILLE, le 9 décembre 1986

DIRECTION GENERALE

JE/SP

Objet : Convocation Procédure Disciplinaire

Monsieur [REDACTED]

Nous vous informons que nous envisageons de prendre à votre égard une éventuelle sanction disciplinaire.

Nous vous invitons à vous présenter pour un entretien préalable dans mon bureau, le 11 Décembre 1986, à 8 heures. Vous aurez la possibilité de vous faire accompagner par une personne de votre choix appartenant au personnel de l'entreprise.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur [REDACTED], l'expression de nos sentiments distingués.

J. ESPEITTE  
Directeur Technique



DIRECTION GENERALE : 18 ROUTE DE BLAINVILLE - B.P. 19 - 54100 DOMMANGE  
TEL. 03.83.22.11 - 03.83.22.12 - 03.83.22.13 - 03.83.22.14  
S.A. AU CAPITAL DE 100000 F. - 18000 PARIS 8 DECEMBRE 1986  
SIREN 500041 - 18 RUE DE FLANDRE - 75009 PARIS (CEDEX 19)

Entreprise Générale des Travaux d'Installation et de Service, S.A. 18000 PARIS 8 DECEMBRE 1986  
SIREN 500041 - 18 RUE DE FLANDRE - 75009 PARIS (CEDEX 19)

du projet Devaquet et protestation solennelle de la population contre les violences et l'assassinat de Malik. La Coordination exige la condamnation des assassins et la création d'une commission d'enquêtes sur les violences policières.

- 7-8 décembre : le gouvernement prend peur, il se rend compte de son erreur, du gouffre créé entre lui et la jeunesse, et maintenant avec la population. En effet, la CGT vient de répondre positivement à la demande de la Coordination, suivie de la FEN... La CFDT refusera la grève générale mais acceptera la manif. Dès ce moment, on sait que Devaquet va démissionner, tout le monde s'attend à une réaction du gouvernement, mais laquelle ?
- 8 décembre : Chirac annonce à 13 heures le retrait du projet. A ce moment, tous les étudiants sont en AG, des AG massives, le ton est grave, les visages crispés ; c'est la colère, on discute des décisions de la Coordination. Tout le monde est d'accord sur un point : si les syndicats ouvriers se joignent à nous, nous devons garder la maîtrise de notre mouvement, les syndicats acceptent de se plier aux directives étudiantes.

Ce 8 décembre, il sera décidé de porter le deuil, chacun portera un brassard noir, une manif sera organisée en direction de la place Stanislas.

A 12 heures, les étudiants peuvent applaudir les sirènes des locomotives à l'arrêt en gare de Nancy actionnées par les conducteurs. Les cheminots sont solidaires.

On signalera de nombreux débrayages dans les entreprises : des banques, à la SNAP, la SNCF, des petites entreprises, parfois des grèves d'une heure, partout des minutes de silence et des prises de parole de syndicalistes. On apprendra que des ouvrières et ouvriers des entreprises du groupe André à Nancy, Champigneulle et Blainville syndiqués à la CGT ont été sanctionnés par leur patron pour fait de grève en solidarité avec les étudiants. Le 8, leur patron leur avait interdit de faire grève, considérant que c'était une grève politique... Quand la nouvelle du retrait parvient en cours d'AG à Nancy II, on a du mal à y croire, puis c'est l'explosion de joie... Explosion intense mais douloureuse, il y a la mort de Malik : c'est une victoire au goût amer, même si l'on a gagné, la fête attendue est loin... si le gouvernement avait cédé le 4 décembre... mais le pouvoir a voulu montrer sa force...

L'AG reprend alors dans le calme et la détermination pour poursuivre sur l'ordre du jour : organisation de la manif du 10 et de la journée de deuil. Tout le monde est d'accord pour maintenir le deuil. Des brassards noirs seront confectionnés, on va éditer des photos de Malik pour les manifs. Un rassemblement a lieu à 15 heures place Carnot, défilé silencieux pour exprimer notre colère dans la dignité et le recueillement après s'être fait traiter de « casseurs, de gauchistes, de tout poil et de toute nationalité » par Pasqua. Nous allons répondre par le silence en hommage à Malik. Nous seront plus de 5 000 à défiler cette après-midi là, dans un silence impressionnant, en chaînes serrées. Seule une prise de parole place Thiers pour expliquer nos positions aux passants nombreux à cet endroit, vient troubler le silence de la manif.

Le 8 au soir, en AG, la discussion reprendra sur la manif du 10, ayant appris dans la journée que des syndicats ne souhaitaient plus participer à la journée, la discussion sur l'opportunité de la manif reprend.

Le bureau de la Coordination Nationale a maintenu l'appel aux salariés et à leur organisation. Les choses sont allées vites, le matin, les principales centrales appelaient à la solidarité avec les étudiants, avec ou sans grève. En après-midi, il ne reste que la CGT et la FCPE, la FEN hésite, la CFDT s'est retirée (sauf les SGEN-CFDT et certaines unions départementales). La discussion porte aussi sur le caractère



silencieux ou non de la manif. En effet la Coordination du 6 avait décidée manif non silencieuse, le bureau vient de décider à une voie près manif silencieuse avec banderolle unique « plus jamais ça ». L'AG n'est pas unanime, il y a désaccord avec ces décisions du bureau qui, normalement, ne doit pas aller contre les avis de la Coordination.

« Le deuil c'était le 8, le 10 c'est autre chose, il s'agit de protester contre les violences et également contre le projet Monory sur les lycées qui n'a pas encore été retiré. « Plus jamais ça », on dirait que cela veut dire plus de mouvement des étudiants, cela fait renoncement. Il n'est pas question de se taire le 10. » L'AG semble approuver l'idée que « tout n'est pas fini » : nous avons gagné le retrait de la loi, il nous faut aller plus loin, que l'université change le mouvement. Il doit devenir un « mouvement positif », et cela doit apparaître le 10. Il est décidé de consulter les organisations syndicales au plan local.

Le 9, après consultation, il apparaît que la CGT, l'UD CFDT, le SGEN (contre l'avis d'Edmond Maire), le SNES SUP, la FCPE, le SNES, la FEN sont d'accord pour la manif. La CGT lancera un appel à la grève, à des minutes de silence dans les entreprises. Les organisations, quelques soient leurs propres opinions, s'en remettent entièrement aux décisions de l'AG quant au caractère de la manif et à son organisation.

L'AG décidera à la quasi unanimité :

- manif non silencieuse.
- banderolle unique en tête du cortège avec trois slogans dessus : Contre les violences policières. Pour le retrait définitif du projet Monory sur les lycées. Pour une école conforme aux aspirations des jeunes.
- les organisations non étudiantes en queue de cortège avec uniquement leur sigle.
- SO étudiant uniquement.

Le 10 décembre, près de 7 000 manifestants ont défilé de la place Carnot à la place Stan, grande manifestation de protestations et de victoire. Des manifestants exigent la démission de Pasqua et Chirac.

L'idée qui court dans les têtes : plus rien ne sera comme avant, pour d'autres, tout n'est pas fini. Le gouvernement a du sang sur les mains, nul ne l'oubliera.

- 11 décembre : Coordination Nationale à Jussieu, la discussion est aigre, certains veulent une dissolution immédiate de la Coordination et annoncer la fin du mouvement, tout est fini ! D'autres, dont les délégués de Nancy II, défendent la position de leur fac qui est tout autre, après une telle expérience, après les réflexions et la prise de conscience que la loi a suscitée pour des milliers d'étudiants, dans les comités et les amphis, on ne peut en rester là, beaucoup d'étudiants aspirent à présenter un contre projet, à opposer une autre logique au gouvernement et cette logique, il faut la déterminer tous ensemble dans le cadre du mouvement : c'est-à-dire, faire des Etats Généraux de l'enseignement supérieur issus des AG, en organisant les assises de chaque université rassemblant tous les étudiants.

Nancy, souhaite les Etats Généraux.

Finalement, après compromis, il sera décidé de dissoudre la Coordination mais d'appeler en même temps à des Etats Généraux pour fin mars, sans préciser comment il se feront concrètement.

La coordination précise qu'aucune concertation ne pourra avoir lieu avant les Etats Généraux. La motion exige à nouveau une commission d'enquête sur les violences et l'assassinat de Malik.

La motion se termine ainsi : « Il est clair que pour nous tout n'est pas fini et, si ça recommence, on ne repartira pas de zéro. Plus rien ne sera comme avant ».



ECHANGEZ  
UNE PLACE PARI  
CONTRE UNE ACTION  
ST GOBAIN

SIGNE : DEVAQUET



La déclaration de Chirac le 8 décembre elle-même le laisse entendre : le projet Devaquet est retiré mais les orientations du gouvernement sont inchangées. Ce n'est que partie remise. Chirac et Monory le préciseront clairement par la suite.

La loi Savary sera ou non remaniée, cela n'empêchera pas les présidents d'Université de faire les choix qu'ils veulent, le gouvernement donne des directives par voie de circulaires ou décrets. En clair, on va faire du Devaquet sans le dire, de manière partielle, par petites touches, université par université, UFR par UFR. Petit à petit, on rogne sur un acquis ici, on supprime un diplôme là, on met en place un concours dans telle autre filière, on crée des droits d'inscription annexes pour les clubs d'informatique, les poly... Toutes ces décisions sont prises au niveau des UFR ou Universités par les conseils d'administration, par les seuls présidents ou encore, cela s'est vu, par un seul enseignant. On en a des exemples en AES, droit, LEA, culture et communication, sciences.

De son côté, le gouvernement lance la circulaire Monory sur les pions, le décret Valade sur les CROUS, le projet Barzach sur les études médicales.

Le gouvernement a compris le gouffre qui le sépare dorénavant de la jeunesse. Il ne peut plus manœuvrer une génération par des coups de forces, de manière autoritaire, car il serait plus juste de parler maintenant de « lutte génération » plutôt que de « bof génération », même si une telle formule est aussi réductrice que l'autre. Le gouvernement veut éviter une nouvelle épreuve de force à visage découvert après ce « chaud hiver social » comme disent les journalistes (car il n'y a pas eu que les étudiants...). Ainsi, il promulgue des discours apaisants d'un côté et fait agir ses sous-fifres de l'autre.

Le gouvernement n'a rien changé à son analyse du système éducatif. Il pense toujours aux mêmes solutions qui donnent toujours le même résultat : plus d'injustice sociale, plus de ségrégation encore et toujours la loi du fric, des formations toujours inadaptées à nos exigences.

Après le mouvement, l'esprit de résignation a reculé, tout cela passe moins facilement, les étudiants sont plus conscient de la force que représente leur unité, leur action collective, la portée de leurs propositions.

Les Etats Généraux vont formaliser ce sentiment, jusque-là confus, qu'un fil unit tous les étudiants celui d'aspirations et revendications communes. Le rassemblement unit, fraternel et solidaire, ouvre des horizons inespérés, un champ jusque-là inexploré d'interventions sociales... Un caractère importante et ignoré pourtant par les « observateurs » – de cette « jeunesse en mouvement » apparaît ici : la découverte de sa propre génération, la prise de conscience de la singularité d'être jeune dans la société actuelle, en d'autres termes, c'est la compréhension simultanée des conditions objectives dont les étudiants dispose pour vivre et étudier et des potentialités qui pourraient exister pour faire leur avenir. Le mouvement n'aurait pas eu lieu si les étudiants n'avaient pas compris qu'entre leur projet professionnel, leur centre d'intérêt et les possibilités scientifiques et techniques d'une part et des besoins des peuples du monde entier, il y avait une grande convergence. Etudier, c'est souvent se donner les moyens de réaliser une aspiration, un idéal qui ne se résume pas à la volonté d'être un Tapie. Prenons un exemple concret : la faim est un problème de vie ou de mort pour des pays entiers dans le monde, problème que l'on peut résoudre avec des moyens industriels et scientifiques connus. Les jeunes ont en France un idéal de solidarité qui les porte au côté de ces peuples du tiers monde. Si les formations universitaires étaient adaptées, on pourrait réaliser concrètement cette aspiration hors les filières développement, aide au tiers monde n'existe pas ou peu alors que des projets existent. On pourrait ainsi, par des études intéressantes, donner à des jeunes motivés un diplôme de haut niveau permettant de répondre à des besoins vitaux... Mais le gouvernement choisi de tourner les études vers les secteurs rentables de l'économie sacrifiant le reste. On peut ainsi faire l'inventaire de nombreux domaines où il existe des besoins important de diplômés, de cursus universitaire à créer, à commencer par la France. (Voilà ce que l'on appelle à l'Unef « répondre » aux besoins du pays).

Ceci est un sentiment qui gagne du terrain, il n'y a rien d'utopique là-dedans. C'est notre vie quotidienne, nos études et notre raison d'être qui est en jeu : CE SONT DES EXIGENCES TOUT AUTANT PRATIQUES QUE MORALES. Voilà pourquoi le statu quo est inacceptable. Voilà pourquoi avec l'Unef il ne faut accepter ni Devaquet ni statu quo, voilà pourquoi l'Unef soutient les Etats Généraux, le mouvement étudiant, construit l'unité des étudiants en refusant la logique politicienne de l'unité d'organisation, d'appareils préconisés par l'Unef-ID, refuse le concept abstrait de « génération morale et spontanée » appliqué au mouvement étudiant.

Chacun peut ainsi saisir la grande portée de nos revendications et de notre activité à l'Unef : propositions et activités encrées dans le quotidien, la fac, l'UFR là où se décide la vie et l'avenir d'un million de jeunes. CECI EST UNE GRANDE AMBITION, GÉNÉREUSE MAIS SUREMENT PAS UTOPIQUE CAR L'HISTOIRE DE L'UNEF DONT NOUS SOMMES HÉRITIERS, L'HISTOIRE DU MOUVEMENT SYNDICAL FRANÇAIS EST FAITE DE CES « UTOPIES » QUI UN JOUR DEVIENNENT RÉALITÉS, PAR L'INTERVENTION SUR LE DEVANT DE LA SCÈNE DU PLUS GRAND NOMBRE. C'est cela le syndicalisme, c'est cela qui brise les idées reçues, les conformismes.

Refuser le statu quo, c'est trouver le moyen de faire valoir d'autres choix, contraindre le gouvernement et les mandarins locaux à faire du neuf malgré leurs refus de nous écouter. IL FAUT ÊTRE FORT, INSCRIRE CHOIX ET ACTION DANS LA DURÉE. CELA PORTE UN NOM, C'EST ÊTRE ORGANISÉ DE FAÇON DURABLE, C'EST A CELA QUE SERT L'UNEF.

Le projet est retiré. Les cours ont repris, on pense aux examens à venir, mais la lutte laisse des traces, les amitiés, les liens créés demeurent. On ne voit plus, on ne vit plus la fac tout à fait de la même manière. Les Etats Généraux, voilà une idée neuve qui traîne dans les têtes avec l'idée qu'il faut changer la fac, qu'il faut continuer sur l'élan, que les Devaquistes ne vont pas désarmer. Les mandarins les plus réactionnaires sont encore actifs ainsi que les technocrates branchés qui refond notre avenir depuis leur bureau tel Laurent Schwartz (pourtant socialiste) qui dans un rapport du Comité National d'évaluation reprend, en allant parfois plus loin, les orientations de Devaquet, les mêmes idées sont sans cesse ressassées, présentées comme du nouveau, de l'original alors qu'il s'agit toujours des mêmes poncifs : compétitivité, rentabilité, sélection, palmarès des universités... Tout est fait pour créer chez les étudiants et universitaires un sentiment de culpabilité à l'égard de ces prétendues « valeurs ».

A Nancy, l'Unef résume bien l'esprit du moment sur ses affiches : « CE QUE L'ON A VIRÉ PAR LA GRANDE PORTE NE DOIT PAS REVENIR PAR LA FENÊTRE ».

Il faut passer à la concrétisation des espoirs de novembre-décembre (autre thème d'une affiche de l'Unef Nancy), qu'il en reste des traces durables, des transformations dans la vie quotidienne.

La première revendication de l'Unef, à l'époque thème de nombreuses actions locales et nationales est « le réengagement financier de l'état dans l'enseignement supérieur » c'est-à-dire dans : les bourses, les CROUS, la sécurité sociale étudiante, les différentes UER... car toute transformation positive passe par là.

En même temps, une des dernières revendications du mouvement n'est pas satisfaite. Nous ne connaissons pas la vérité sur les violences de la police, les assassins de Malik courent toujours (ils n'ont d'ailleurs pas de raisons de courir puisque personne ne semble disposé à les juger...), les commissions d'enquêtes parlementaires ont rendus leurs rapports : les conclusions sont un scandale, une honte pour ceux qui ont osé approuver ces rapports, étudiants et journalistes y sont constamment mis en accusation. Seule la commission de la Ligue des droits de l'Homme remplira dignement sa mission...

L'après-mouvement verra aussi quelques tentatives de récupération politique...



A Nancy II, l'Unef et le comité appelle à maintenir des AG et à faire les Etats Généraux et des assises de l'université :

- 16 décembre : AG à Nancy II ; les délégués donne compte rendu de la dernière coordination nationale (voir article précédent) devant 300 étudiants, on discute sur les diverses positions, les suites à donner... La grève est finie, le comité de grève a rempli son mandat, il doit être dissout, mais les comités de réflexions ? Que doivent-ils faire ? Les étudiants présent veulent continuer, faire les Etats Généraux. Les comités de réflexions sont maintenus pour cela. Il est clair que seul des comités de fac issus des AG pourraient faire les EG en appelant les autres facs et les étudiants, comme pour la grève. Pour le moment, les comités n'ont pas de résultats tangibles comme une plateforme de propositions, la démarche n'est pas encore assez claire ni assez massive pour se lancer tout de suite dans un appel d'ampleur nationale. Tout le monde est d'accord sur ces orientations, on commence par Nancy II, pour nos revendications propres puis en fonction de ce qui se fait ailleurs et de nos propres résultats, on avisera mais les grands axes sont arrêtés. Ce sera décisif.

Voici un extrait de la motion adoptée ce jour là :

- 4 - « Nous décidons de poursuivre le mouvement pour toutes ces raisons en créant partout des comités de réflexions qui nous permettent d'élaborer des propositions cohérentes et communes à tous les étudiants de façon à exiger une université conforme à nos aspirations et aux besoins du pays. Cette plateforme résultera d'une synthèse des différents travaux des comités. Ce sera la base des discussions avec l'Université de Nancy II, les pouvoirs publics...
- 5 - Cette synthèse sera réalisée lors de la tenue des « assises des étudiants de Nancy II pour une autre université ».
- 6 - Nous souhaitons que les états généraux des étudiants en mars permettent une semblable synthèse au niveau national.
- 7 - Pour coordonner les travaux des différents comités et organiser les assises, nous décidons de créer un comité de vigilance des étudiants de la fac de lettres.
- 8 - Pour maintenir la mobilisation, pour que la réflexion, la conduite du mouvement restent démocratiques et cohérentes, nous décidons de nous réunir en AG régulières tous les quinze jours.

Il est décidé de tenir la prochaine AG le 7 janvier 1987 à 12 heures avec l'ordre du jour suivant :

- 1 - Suites du mouvement.
- 2 - Restructuration des comités.
- 3 - Préparation des assises de l'université et des états généraux.

Les membres des différents comités se réuniront à 11 heures, il a été demandé aux comités d'élaborer pour cette date des documents écrits faisant le point de leurs réflexions. »

Le 7 janvier, l'AG décidée avant les vacances se tient en Lettres on n'en est plus bien sûr aux amphis bondés de décembre. Mais les 200 à 300 étudiants qui viennent à ces AG sont les plus déterminés. Il est décidé que les assises d'université seront organisées sous la responsabilité d'un nouveau comité pour ce qui est technique. Pour ce qui est du contenu, les comités de réflexion par UFR seront libres pour déterminer les formes propres à leurs UFR. La démarche retenue est une démarche de masse nous ne voulons pas d'Etat Généraux confidentiels réservés aux spécialistes, nous décidons de nous tourner vers chaque étudiant, de solliciter la contribution de chacun sans préjugé. Les moyens essentiels pour cela seront des cahiers d'exigences/doléances par amphitheâtre ainsi qu'un questionnaire. Parallèlement les comités feront des réunions des débats à l'échelle de leur UFR.

TOUS cela sera discuté, précisé au cours des AG (qui auront lieu jusqu'aux EG de mars).

Les membres des comités seront mandatés pour prendre contact avec d'autres facs (notamment Paris VIII qui défendait les mêmes positions que Nancy II à la dernière coordination). Contact sera pris et il sera convenu d'une réunion le 15 janvier à Jussieu à laquelle nous inviterons d'autres facs. Le 15, une dizaine de facs sont représentées, mais la plupart en observatrices car dans beaucoup de facs il ne se passe plus rien, ceux qui sont là sont d'anciens membres de la Coordination, seul la délégation de Strasbourg est mandaté et pourra ainsi se joindre à l'appel qui sera lancé aux autres facs et aux étudiants de France par Nancy II et Paris VIII.

Il s'agit de recréer une dynamique, trouver des contacts dans chaque fac, susciter partout des AG, les anciens de la coordination seront mis à contribution pour donner les coordonnées de ceux qu'ils connaissent. On compte aussi sur les syndicats étudiants. Nous sommes ici obligés de dire que seul l'Unef acceptera dès le début, en respectant l'indépendance de l'appel, l'Unef-ID ne jouera pas le jeu et prendra le train en marche fin février. Nous décidons de réunir à Paris VIII Saint-Denis un Comité de Liaison National (CLN) le 31 janvier. Le CLN devra réunir cinq délégués élus et mandatés par fac. Pendant quinze jours nous nous emploierons à réussir cette initiative... et se sera un succès, 350 participants pour 53 centres universitaires (nous avons nous-mêmes vérifié l'authenticité des mandats et des élections). Après une nuit de débats, il est décidé que les EG se tiendront les 27, 28 et 29 mars à l'université de Paris VIII à Saint-Denis. Un secrétariat du CLN comprenant neuf membres, trois de chaque université qui ont lancé l'appel, est chargé d'organiser « la chose », ce qui n'est pas une mince affaire : plus de 1 500 participants prévus, synthèse à réaliser à partir des assises de chaque université qui doivent se tenir les 12 et 13 mars. A Nancy II les choses s'accélérent jusqu'aux assises qui réuniront 180 participants et éliront 30 délégués aux EG.

## EXTRAIT D'UNE INTERVIEW DANS « EMILE, KARL ET LES AUTRES... » LA REVUE DES ÉTUDIANTS EN SOCIO DONNÉE PAR LAURENT WILD

(responsable de l'Unef, membre du secrétariat du CLN et de la Coordination)

**Question :** Comment ont été préparés les Etats Généraux ?  
 «... La démarche s'est faite en deux temps : d'abord en dressant un état des lieux de l'université (quels sont les problèmes, quelle est la réalité de l'enseignement supérieur dans chaque fac ?), ensuite en élaborant des propositions concrètes, université par université dans le cadre des assises, puis au niveau national dans le cadre des Etats Généraux. Chaque assise devait élaborer un document de synthèse rassemblant toutes les propositions étudiantes, même chose au niveau des Etats Généraux.

La volonté était de déboucher sur un mouvement de réflexion, et un mouvement d'action. Il ne s'agissait pas seulement de lancer un mouvement de réflexion puisque la réflexion était déjà engagée dans le cadre des comités, mais de poursuivre le mouvement étudiant dans l'action, c'est-à-dire de transformer réellement l'université à partir cette fois, de propositions précises. C'est un mouvement réellement transformateur, démocratique, que veut poursuivre le mouvement étudiant de novembre/décembre en allant plus loin... »

**Question :** Il a été question de conflits entre les syndicats ? Que s'est-il passé ?  
 Il y a eu différentes positions. L'UNEF-ID, à la fin du mouvement, - et ils ne se sont pas cachés de le dire - voulaient récupérer le mouvement étudiant. Ils envisageaient de créer un grand syndicat et pour ce faire, ils ont sorti ce qu'ils ont appelé leur « livre blanc » et convoqué leur congrès pour début mai. Un article paru dans Le Monde du 6 janvier rend compte de cette volonté de récupérer les fruits du mouvement et de l'appel à se syndiquer à l'UNEF-ID adressé à tous les étudiants ; leur objectif étant de réunifier les syndicats autour d'eux. Ça c'était leur objectif, il est évident qu'ils ont été râtissants aux Etats Généraux dès le début.

Par contre, pour ce qui est de l'UNEF-SE et « Matière Grise » que l'on a contacté également, ils avaient, dès le départ, la volonté de soutenir les Etats Généraux, car, pour ces organisations il y avait, à contrario, la volonté de poursuivre le mouvement, avec tous les étudiants, dans un cadre unitaire et non syndical.

Il y a donc eu effectivement différents points de vue qui se sont traduits, dans la réalité par certaines attitudes. Par exemple, dans les universités où l'UNEF-ID était le seul syndicat organisé, peu de choses ont été faites au niveau des assises. Etant la seule force organisée, il lui revenait la responsabilité de lancer les Etats Généraux, de lancer les assises d'université, et dans beaucoup d'endroits on a constaté que l'UNEF-ID ne jouait pas le jeu.

Après les vacances de Noël, il y a eu une démobilisation des étudiants, par conséquent, il fallait remobiliser tout ce monde autour des Etats Généraux. Là où il y restait des comités, c'est les syndicats qui l'ont fait mais on a constaté que l'UNEF-ID ne le faisait pas ou le faisait en traînant les pieds.

Ce n'est pas vraiment un conflit, c'est une façon différente de voir les choses.  
**Question :** Qu'en est-il aujourd'hui de la concertation avec Monory ?

« Monory avait promis d'engager la concertation après le mouvement ; lors de la coordination nationale il n'était pas question, pour les étudiants, de négocier sans avoir d'abord, fait le point des problèmes et élaborer des propositions. Les Etats Généraux sont le moyen de faire cela, à leur issue, 200 pages de propositions, résultat de la réflexion des étudiants ont été rédigées. Il reste à savoir ce que Monory, de son côté, a apporté de nouveau par rapport à la loi Devaquet... »

«... Mais là encore, c'est aux étudiants de décider. La dernière décision prise aux Etats Généraux était de retourner dans les facs, d'organiser des Assemblées Générales, que des délégués fassent le compte rendu des Etats Généraux et que soient soumises à l'ensemble des étudiants les 200 pages de propositions. en fonction de ce qu'ils diront, de la volonté qu'ils exprimeront face à cette idée de concertation, on verra bien ce qu'il sera possible ou non de faire. Pour l'instant, il est hors de question, en l'état actuel des choses, d'aller négocier, négociations qui voudraient dire faire des concessions. Il est évident que rien ne se fera sans qu'il y ait une mobilisation nouvelle des étudiants, c'est dans cette perspective que les Etats Généraux sont appelés à engager l'action pour la réalisation d'un collectif budgétaire. »

TÉMOIGNAGE D'UN DÉLÉGUÉ DE NANCY II AUX ÉTATS GÉNÉRAUX

Pendant trois jours sous un chapiteau prêté par la ville de Saint-Denis 1 500 délégués de plus de 100 centres universitaires, ont fait les Etats Généraux en étant porteurs d'un mandat de leur fac, sans tutelle administrative ou politique. L'université de Paris VIII a servit de dortoir dans ses moindres recoins : amphithéâtres, salles de TD, couloirs... Les Etats Généraux, ce fut des centaines de milliers de francs collectés pour la nourriture, les sonos, le transport des délégués... Trois jours intenses d'activités, peu de sommeil, des moments d'émotion comme quand nous nous sommes rendus sur la tombe de Malik avec sa sœur. De longues séances en commissions, séances plénières, réunion de délégation, discussion sur les amendements, désaccord à résoudre entre université... Trois jours épuisants pour les délégués qui ne se séparèrent que le lundi à 8 heures après une longue séance plénière non stop de près de 24 heures ! Trois jours pour finir par adopter un document de synthèse sur 18 thèmes rassemblant des centaines de propositions.

Ce ne fut pas une réunion de spécialistes, les raisonnements n'étaient pas toujours d'une originalité transcendante mais nous souhaitions tout prendre, tout écouter. Ce ne fut pas une réunion de professionnels : il y eut des problèmes techniques, beaucoup de fatigue physique et nerveuse, les neuf membres du CLN on du, sur le tas, devenir organisateur d'une réunion de la taille d'un congrès d'une organisation comme la CGT (pour donner un ordre de comparaison) dont la direction met des mois pour la préparation, les neuf n'ont eut que deux mois pour que la mobilisation se crée sur les facs, que les étudiants s'investissent dans ces EG. Ce fut donc tout le contraire du « salon de l'étudiant » à la Villette au même moment, sponsorisé par les entreprises, organisé par des pros, où tout était réglé d'avance, sans surprise, même pas le soutien de Mitterrand et de Monory. Les EG furent ceux des étudiants de A à Z, financement, organisation... les neuf durent veiller constamment à l'indépendance des EG, repousser des offres malsaines de sponsoring ou d'immission dans l'organisation de récupérateurs de tout poil.

L'ambiance de ces EG, leur contenu, les rebondissements, les imprévus dans le planning valaient mille fois l'ambiance feutrée du salon : les EG, c'est notre œuvre, nous en étions les maîtres.

Un tel événement valait la peine d'être vécu. On ne te promet pas de recommencer pour que les nouveaux étudiants puissent aussi se rendre compte de ce que c'était... mais si tu veux en savoir plus, passes au local de l'Unef.



ÉTATS GÉNÉRAUX DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR  
27, 28 et 29 MARS 1987  
PARIS VIII  
O SAINT-DENIS

france "En Ref" 2/3/87  
Préparés par 9 membres dont 3 Nanciens et 3 Strasbourgeois  
**Les étudiants planchent sur leurs états généraux**

La préparation des « états généraux » étudiants, qui se déroulent du 27 au 29 mars, à Saint-Denis (Seine-Saint-Denis), va bon train. Non seulement les participants s'occupent de s'habiller dans les lieux où ils se réunissent, mais ils ont aussi à leur charge d'organiser le repas de la soirée. C'est un effort qui n'est pas toujours apprécié par les professeurs. Les étudiants ont aussi à leur charge d'organiser le repas de la soirée. C'est un effort qui n'est pas toujours apprécié par les professeurs. Les étudiants ont aussi à leur charge d'organiser le repas de la soirée. C'est un effort qui n'est pas toujours apprécié par les professeurs.

Les étudiants de la faculté des Lettres et Sciences Humaines réunis en Assemblée Générale le 7 janvier à 12 heures adoptent le communiqué suivant :

« Après trois semaines de grève des cheminots, nous tenons à leur apporter aujourd'hui notre soutien. C'est tout d'abord l'occasion pour nous de les remercier de la solidarité active qu'ils ont exprimée aux étudiants en lutte contre le projet DEVAQUET. Nous comprenons les raisons de leur lutte, leurs revendications. Nous les soutenons face au refus du gouvernement de les écouter, de prendre en compte leur avis. Cette attitude, nous en avons nous-mêmes été victimes. Nous n'avons pas oublié les violences policières, la mort de Malik, et nous trouvons intolérable que le gouvernement se serve à nouveau de la police dans les gares et les dépôts pour régler le conflit.

Nous ne pouvons tolérer la remise en cause du droit de grève et de la liberté d'expression.

Nous appelons les étudiants à une solidarité active avec les cheminots et avec leurs familles ».

## HISTOIRES DE COMMISSIONS : LES RAPPORTS DES COMMISSIONS D'ENQUÊTE DU SÉNAT ET DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE :

Nous avons lu les rapports rendus public fin juin, voici de manière résumée ce qu'ils contiennent et dans quelles conditions ils ont été rédigés :

### HISTORIQUE :

Au lendemain de l'assassinat de Malik et des violences policières, les étudiants demandent que vérité soit faite et les coupables condamnés sans délais, pour cela une commission d'enquête doit être mise en place (la constitution le permet). Cela a plusieurs avantages : indépendance, résultats et travaux rendus publics, et surtout rapidité car les commissions ont un délai pour déposer leurs conclusions. Nous verrons que cela ne s'est pas révélé tout à fait vrai.

Au Sénat et à l'Assemblée Nationale, le groupe des parlementaires du PCF et celui du PS demandent chacun une commission : pour faire la lumière sur les violences, l'assassinat de Malik et les éventuelles responsabilités des autorités politiques et policières. Les groupes UDF, RPR et FN refusent dans un premier temps, puis ils proposent des commissions ayant pour but : « informer sur la préparation, l'organisation, le déroulement et la présentation des événements de novembre-décembre 1986 ». La différence entre les deux propositions n'est pas, malheureusement, que question de nuance ! Dès l'institution des commissions, la majorité élargit le champ de travail diluant ainsi les éventuelles responsabilités, on ne sait plus si ce sont les violences ou les manifestations qui sont en cause.

Mais cela va plus loin pour se justifier, la majorité invoque le règlement, il y a des procédures judiciaires en cours sur l'assassinat de Malik OUSSEKINE et, pour certains étudiants blessés, les commissions ne pourront rien dire là-dessus, elles ne pourront pas rechercher des informations ou interroger des témoins sur ces sujets.

### ANALYSE DES COMMISSIONS :

Le tour n'est pas finement joué mais efficace quant aux résultats :

- 1) La loi Devaquet est tout à fait raisonnable, les ministres sont pleins de bonnes intentions.
- 2) Les syndicats étudiants créent une agitation nécessairement démagogique et trompeuse : un million d'étudiants les suivent et 73 facs sur 75 sont en grève.
- 3) Les gentils ministres n'arrivent pas à expliquer leurs bonnes intentions, cela est accentué par le fait que les syndicats désinforment et ceci est encore aggravé par le fait que les étudiants qui lisent le texte ne savent pas lire.
- 4) Les journalistes donnent la parole aux étudiants autant qu'aux ministres, ils ne sont pas par ce fait objectifs.
- 5) Les inopportuns étudiants sont manipulés maintenant par les groupuscules gauchistes qui, comme leur nom l'indique, sont partout et, par leur nombre, influent sur le vote des AG. Les étudiants deviennent jusqu'au boutistes et extrémistes. Jusque-là ils n'étaient que naïfs et en mal d'examen (la commission va même jusqu'à suggérer que si le texte avait été proposé plus tôt - pendant les vacances par exemple - il n'y aurait pas eu d'agitation dans les facs..., la commission suggère aussi que les étudiants n'ont pas assez de cours, les examens sont trop loin, cela leur laisse le temps d'être au courant de l'actualité les concernant).
- 6) Les inopportuns veulent manifester, c'est un droit constitutionnel mais, font remarquer les parlementaires de la majorité, chacun sait que les jours de manifestations, il vaut mieux rester chez soi. S'il y a des violences, leur seule présence sur les lieux les rend suspects, ou complice ou suffisamment naïfs pour ne pas savoir qu'en s'écartant on évite les coups et les grenades.
- 7) Les casseurs ont cassé, les dévaliseurs ont dévalisé, les voleurs ont volé, les provocateurs ont provoqué, ils étaient identifiables et repérés mais les policiers ont attendu qu'ils s'écartent des étudiants qui étaient là pour mieux les distinguer et qu'ils déposent leurs armes pour les arrêter. Cela explique pourquoi les casseurs ne furent pas identifiés et arrêtés. Les étudiants ont peut-être été blessés, mais vous comprenez quand il y a un million d'étudiants et quelques dizaines de casseurs, les étudiants devraient bien comprendre qu'ils sont de trop et s'en aller pour laisser faire les 4 000 policiers présents.
- 8) Malik OUSSEKINE est mort, on ne peut rien dire, on ne peut en parler, rien écouter à ce propos.
- 9) Les ministres ont finalement retiré le projet parce qu'ils ne l'aimaient plus et pas pour satisfaire la revendication des étudiants car ce n'est pas aujourd'hui, ni jamais que la rue fera la loi.
- 10) Les journalistes sont allés sur les facs, dans les manifs, ils ont rendu compte de ce qu'ils voyaient et entendaient, ils rendent compte à chaud des événements, la population fut ainsi mise au courant des raisons du mouvement étudiant et des violences à l'issue de la manif : cela ne doit plus se produire car les populations peuvent s'émouvoir et être solidaires des étudiants et pas de la police et des ministres.

### CONCLUSIONS :

Les journalistes doivent rester dans leurs bureaux, c'est une garantie d'objectivité ; manifester est un droit constitutionnel mais restez chez vous et vous resterez en bonne santé ; la grève est un droit constitutionnel mais seul les groupuscules gauchistes s'en servent, c'est bien connu.

La prochaine fois le gouvernement devrait déposer sa loi six mois avant de la faire voter, les étudiants l'auront ainsi comprise ou oubliée, ou alors il serait peut-être judicieux de la faire voter pendant les vacances scolaires car les facs sont paraît il moins fréquentées et les étudiants plus distraits.

Les CRS doivent être renforcées car il n'y avait que 4 000 policiers le 4 décembre et ils sont mal équipés (le Sénat va même jusqu'à suggérer de mettre les gaz lacrymogènes dans les canons à eau car c'est plus discret et de prendre des conseils auprès de la police israélienne plus douée en matière de maintien de l'ordre).

Conclusion des conclusions : seuls journalistes, étudiants, parents et population sont coupables.

**NB :** Cette prose (plus de 500 pages pour chaque rapport) fut votée par les parlementaires du RPR et de l'UDF et du FN sans réserves, les parlementaires du PCF et du PS ont voté contre.

### VIOLENCES POLIÉRES : L'UNEF EXIGE LA VÉRITÉ ET LA CONDAMNATION DES ASSASSINS DE MALIK

Les familles de victimes se sont constituées en comité de solidarité sous l'égide de la Ligue des droits de l'Homme. Leurs buts : faire en sorte que l'on n'oublie pas, mener l'enquête, engager les procédures judiciaires, recueillir témoignages et informations des victimes et témoins.

Les procès coûtent chers et vont durer longtemps, il ne faut pas oublier, maintenir la pression et aider le comité en versant des aides financières et messages de solidarités :

**Dons à adresser au CCP : 21825 D - PARIS**  
**A l'ordre de la Ligue des Droits de l'Homme**  
**27, rue Jean-Dolent - 75014 PARIS**

**Avec la mention : « Comité des familles et de solidarité aux victimes des violences policières ».**

L'Unef est solidaire du comité et exige la vérité, dénonciation et condamnation des responsables, de tous les responsables, réparation pour les victimes.

Ce guide est le témoignage de cette solidarité et de l'action de l'Unef pour que l'on n'oublie jamais.